

SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

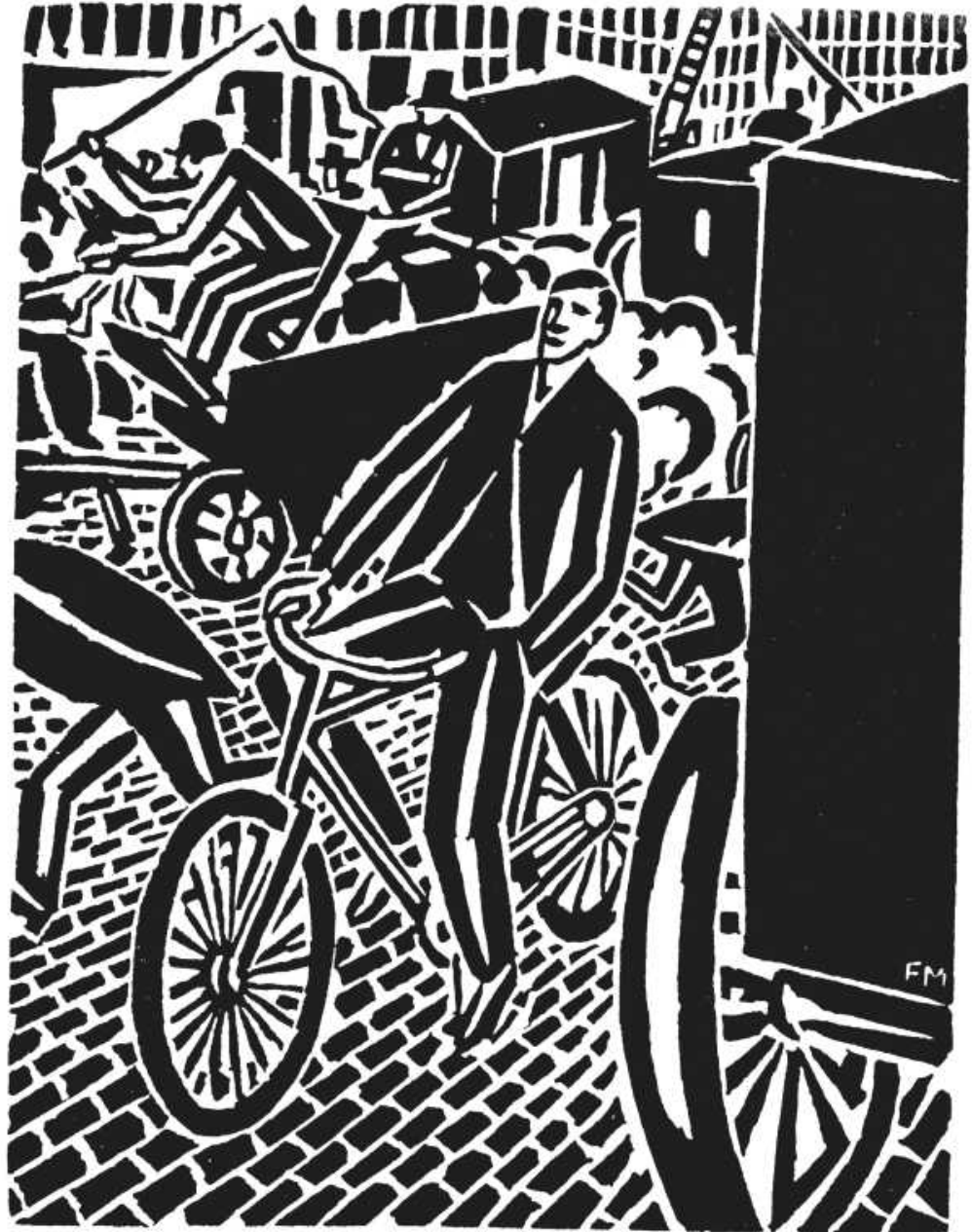


# ATTAC-LIÈGE

Trimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 71 • février-mars 2013

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Belgique -Belgie  
P.P.  
40-49 LIÈGE X  
P 204082



Frans Masereel, *Mon livre d'heures*, 167 images dessinées et gravées sur bois, 1919



## Nos rendez-vous

Samedi 9 février, 10 h au Leonardo Da Vinci, Marco van Hees

Lundi 18 février, 19h30, Beau-Mur,  
démocratie contre dictature des marchés

Mercredi 17 avril 19h30, AG statutaire, bilan et engagements



## ÉDITO : LA FIN DU MONDE ?

Christine Pagnouille

### Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,  
Rue du Beau Mur, 48  
4030 Liège  
Tél : 04 349 19 02  
info@liege.attac.be  
[www.local.attac.org/liege](http://www.local.attac.org/liege)

### Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (ou 1,25 euros/deux mois\*)
- 15 euros pour les actifs (ou 1,25 euros par mois\*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois\*)

Compte IBAN n °

BE70 0013 3246 2425

\* si vous optez pour l'ordre permanent

### SOMMAIRE

Édito – La fin du monde ?  
Les coûts du nucléaire  
Les vœux d'Henri Houben  
Les nouveaux maîtres de l'école  
Plus les moyens d'entretenir nos riches  
Nourrir l'humanité  
Dictature des marchés contre démocratie ?  
C'est plus grave que ce qu'on vous dit  
Dexia, on remet le couvert  
Indexation automatique des salaires  
Agenda

Un peu partout ça craque et se fissure, ça explose ou implose ; la glace fond, la banque se disloque ; les faillites se multiplient, les multinationales délocalisent ; les états se lient par traité à des mesures d'austérité qui ne peuvent qu'entraîner une récession plus profonde encore, ce que confirment à l'envi des économistes installés dans le système et peu suspects d'analyse marxiste comme Paul De Grauwe ou Roland Gillet. C'est clair comme le nez au milieu de la figure : la politique à mener est l'exact opposé de ce qui nous est imposé, certes souvent à partir d'institutions qui n'ont rien à voir avec un processus démocratique (Commission européenne, Banque mondiale, FMI...), mais par des mesures qui sont avalisées par nos représentants. L'exemple le plus flagrant est la ratification du TSCG, le 'traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance', communément appelé 'Pacte budgétaire européen', qui contraint les États de la zone euro à financer leurs dépenses par leurs recettes et donc à limiter le recours à l'emprunt, signé en mars dernier par 25 des 27 États membres de l'UE (tous sauf le Royaume-Uni et la République tchèque) et aujourd'hui déjà ratifié par le parlement de 13 États. Pourquoi ? Sous quelle contrainte ? Pas de canons braqués sur les hémicycles, pas de gardes à mitraille, non : l'insidieuse contrainte idéologique de ce qui est présenté comme le seul choix possible. «TINA», répètent-ils, «there is no alternative».

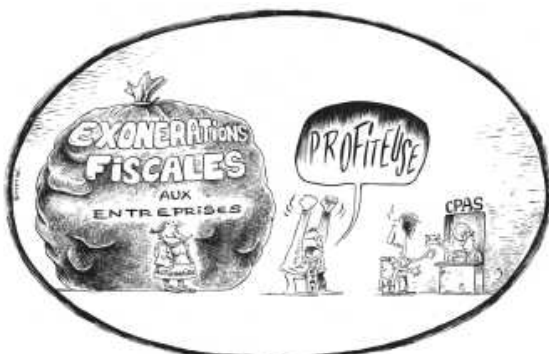
À propos d'alternative, si ce n'est déjà fait, allons vite voir le dessin animé de Janin et Libersky et tout le reste d'un site remarquable sur la nécessité d'un audit de la dette : <http://www.onveutsavoir.be/>.

Donc déterminer quelle part de dette est légitime et bazarder les autres aux encombrants. Mais aussi (saperlotte) mener enfin une politique fiscale équitable, qui impose les revenus mobiliers et les transactions finan-

cières. Les chiffres sont éloquentes : un prélèvement minime suffirait à combler les déficits budgétaires, et rendrait parfaitement réalistes des projets aujourd'hui perçus comme pure utopie (accès à l'eau potable, éradication de la pauvreté...). Le plein emploi est une autre utopie possible. D'une part, puisque les capacités de production ont continué à augmenter, il aurait fallu continuer à réduire le temps de travail ; d'autre part, pour faire face à deux défis sans précédent (mes excuses pour le mot 'défi', galvaudé) – nourrir l'humanité et produire l'énergie à partir de ressources renouvelables tout en limitant les besoins – c'est des millions d'emplois qu'il faut créer. Bref, une nouvelle donne, un New Deal. Mais nous en sommes loin ! L'agriculture est de plus en plus dominée par le complexe agro(militaro)alimentaire qui non seulement prive des milliers de producteurs de leur terre chaque mois mais tue les sols et nous tue aussi, à petit feu, par les intrants divers utilisés dans la production de nos aliments sous cellophane. Les principaux producteurs d'énergie restent liés au secteur nucléaire, et même la recherche sur les 'énergies renouvelables' est sous-financée. Les moyens nécessaires à l'aménagement de logements, au financement de services publics comme les soins de santé, l'enseignement, les transports, tous créateurs d'emplois stables et valorisants – vous n'y pensez pas, ma bonne dame ! «C'est la crise !» Nouveau mantra absurde.

«[Ni Hollande ni Obama ne pourra être] celui qui nous sort de la récession et nous oriente dans la voie d'une nouvelle phase de croissance.... Tout bêtement, et tout trait personnel mis à part, parce qu'il[s] ne dispose[nt] pas de ce qui a autorisé Roosevelt à devenir le sauveur de l'Amérique : un projet économique alternatif imaginé par des industriels progressistes, porté par le soutien populaire et par une partie non négligeable du grand capitalisme moderne.» <sup>(1)</sup> Un site à placer aussi dans nos marque-pages .../...

1. Bernard Girard, <http://presse.roosevelt2012.fr/?page=2>



Dessin : Stiki

.../... que le collectif Roosevelt 2012 !  
Donc non, quel que soit le discours (combattre les paradis fiscaux, séparer les banques de dépôts et les banques d'affaires, protéger les plus démunis), il reste discours, des mots, du vent, puisque le pouvoir financier est décidé à poursuivre sur la voie du plus grand profit qui est aussi celle de la catastrophe annoncée.  
Et là c'est bien parti pour des émeutes de grande envergure avec risque sérieux de basculement vers

le populisme fascisant ('tous pourris'). À moins... à moins de mouvements populaires convergents, à moins d'une révolution bolivarienne à l'échelle mondiale, à moins d'un grand retournement (pour reprendre le titre de Frédéric Lordon)...

Nous voulons en être les agents, modestement, en développant nos analyses, en participant à un vaste mouvement d'éducation populaire, en ressuscitant la belle tradition des maisons du Peuple tout à la fois co-

opératives, lieux de délasserment, de culture et d'apprentissage.

Les utopies sont les rêves qui permettent de penser la réalité de demain. Quand elles se réalisent, jusqu'ici à petite échelle, elles deviennent hétérotopies, les lieux de pratiques différentes, qui démontrent que si, il y a bien une alternative, des alternatives, des voies menant vers une vie plus vivante et plus solidaire.

**Bonne année 2013 !**

## LES COÛTS DU NUCLÉAIRE

Christine Pagnouille

Samedi 17 novembre 2012

Cette 2<sup>e</sup> journée de formation grand public sur le thème général *Finance contre démocratie* abordait les différents facteurs qui devraient au plus tôt nous faire quitter le nucléaire comme source d'approvisionnement en énergie. Elle rassemblait Daniel Comblin, Léo Tubbax et Paul Lannoye.

**Daniel COMBLIN**, ingénieur industriel, éco-conseiller et spécialiste des problèmes énergétiques, est l'auteur d'une étude intitulée *L'avenir énergétique : la Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre* (avril 2011), disponible sur les sites de Nature et Progrès Belgique, les Amis de la Terre Belgique, le GRAPPE et APERE<sup>(1)</sup>. Il nous en présente les grandes lignes. Il est clair que l'uranium étant une ressource fossile, sortie il y aura, la question étant l'échéance. L'accident de Three Mile Island en 1979 a été largement étouffé, celui de Tchernobyl a quand même passé les frontières, de même que le nuage radioactif ; aujourd'hui, c'est la centrale de Fukushima qui a contaminé un territoire plus grand que la Belgique. Manifestement, le danger ne réside pas seulement dans des déchets dont on ne sait que faire, mais dans des risques liés à l'exploitation. L'étude, qui part

des objectifs de réduction de production des gaz à effet de serre arrêtés dès 1992 dans la Convention-cadre de Rio, développe en gros six scénarios, selon d'une part trois types de projections possibles pour l'évolution de la consommation et d'autre part, deux projections quant à la production, celle des objectifs nationaux et celle, plus optimiste, des producteurs d'énergie à partir de ressources renouvelables. .

La fin du recours au charbon est prévue pour 2018 et la fin de l'utilisation du gaz (par exemple dans des centrales de cogénération gaz / vapeur), pour 2029, c'est-à-dire très bientôt.

L'avenir est à une production à plus petite échelle et plus locale – comme cette initiative des habitants de Ferrières, la coopérative Ferréole <http://www.ferreole.be/> (part de coopérateur 250 euros).

Après un repas convivial servi par l'article 23, **Léo TUBBAX** (économiste et écologiste) aborde les coûts financiers et humains de l'énergie nucléaire. (Le diaporama est disponible sur le site d'Attac-Liège.) Il nous rappelle deux préalables :

1. à la vision dominante qui ne voit que le capital et l'entreprise, avec retour sur investissement, il faut substituer une vision économique

plus complète qui tient compte du travail et des pouvoirs publics à côté du capital et qui envisage certes les dividendes et les salaires, mais aussi les conséquences pour la planète ;

2. un chaînon vertueux, ou prétendu tel, comme le nucléaire quand il s'agit d'émission de gaz à effet de serre, peut cacher une filière vicieuse.

Ainsi, si nous prenons le réacteur de Tihange, au-delà de son fonctionnement sur place, il faut savoir qu'il implique tout un déploiement de moyens financiers, des émissions nocives, sans parler des conditions de travail infâmes de ceux qui fournissent la matière première.

Au départ, la production d'énergie nucléaire est éminemment publique, puisque dans le domaine militaire, mais les entreprises de production civile sont maintenant privatisées, ceci pour la partie rentable des opérations : la gestion des déchets reste du ressort des pouvoirs publics ! Les coûts principaux en termes de main d'œuvre relèvent de la sécurité, sont donc assurés par l'État. Le prix de revient du KWh n'est que 0,77\$, mais le coût d'un kilo d'uranium est de 2770 \$, les deux postes les plus importants étant l'extraction et l'enrichissement. Le système est conçu .../...

(1) [http://www.apere.org/doc/110405\\_sortir\\_du\\_nucleaire\\_etude\\_Comblin.pdf](http://www.apere.org/doc/110405_sortir_du_nucleaire_etude_Comblin.pdf).

# LES COÛTS DU NUCLÉAIRE

.../... pour que le nucléaire soit moins cher que n'importe quelle autre source d'approvisionnement : les centrales tournent non stop, alors que les éoliennes, par exemple, ne sont là qu'à titre d'appoint. La construction des réacteurs est extrêmement lourde, tant en termes financiers qu'en termes de coûts environnementaux : masse de béton, pompage de l'eau, danger permanent d'une réaction en chaîne, et rien de prévu pour le recyclage des matériaux. Les risques



photo : Rosette Loix

financiers pris par le secteur sont garantis par l'état mais les producteurs rechignent, voire font du chantage à la délocalisation, lorsqu'il s'agit de payer des contributions.

Quant aux risques pour la santé, des études épidémiologiques menées en Allemagne montrent que

1. plus un enfant habite à proximité d'une centrale nucléaire, plus il court de risque de contracter un cancer ou une leucémie ;
2. cette augmentation est obser-

vée dans un rayon allant jusqu'à 50 km ;

3. dans les alentours immédiats, le risque de contracter une leucémie est doublé.

Le risque que le nucléaire fait peser sur les populations est insupportable et augmente avec l'âge des centrales et l'abandon d'une culture de la sécurité : les ouvriers formés engagés en CDI sont remplacés par des intérimaires. L'accident de Fukushima a déjà coûté plus de 1000 milliards de dollars – mais quel est le prix de l'irradiation de la vie marine ? Quel est le prix d'une vie ?

Enfin **Paul LANNOYE**, député européen honoraire et membre du GRAPPE, nous parle des coûts pour la démocratie. Il attire notre attention sur la désinformation systématique qui entoure ce secteur, d'abord développé dans le domaine militaire, donc dans le secret. Avons-nous su que les essais nucléaires dans l'atmosphère avaient libéré du césium dans l'hémisphère Nord ? La production est centralisée et les risques sont incommensurables. Il nous rappelle les trois types principaux de rayonnement : les rayons gamma, plus pénétrants que les rayons alpha et bêta, mais moins ionisants, de même nature que les rayons X mais d'origine différente ; les rayons bêta, constitués d'électrons, ionisants, et les rayons alpha, constitués de noyaux d'hélium, très peu pénétrants, mais qui transmettent immédiatement leur énergie. Après avoir rappelé la

durée de vie des matières radioactives, il attire notre attention sur la double casquette, inévitablement dangereuse de l'AIEA (agence internationale à l'énergie atomique au sein de l'ONU) : elle doit contrôler les risques mais par ailleurs, elle est chargée de... développer le nucléaire ! De même l'OMS (Organisation mondiale de la santé) n'a aucune liberté d'action, suite à un accord juridique avec l'AIEA (1959). Le seuil de dangerosité est grossièrement sous-estimé, et les conséquences des accidents nucléaires camouflées (plus encore aux Etats-Unis après Three Mile Island qu'après Tchernobyl, en URSS). L'ouragan Sandy a d'ailleurs bien failli provoquer une quatrième catastrophe. Le nucléaire augmente le taux de radioactivité de la planète. Il est grand temps de rejoindre le seul pays européen qui n'a pas développé d'industrie nucléaire : l'Autriche.

Il en a peu été question, mais il est évident qu'il faut tenir compte de la dimension sociale et combattre les inégalités en matière d'accès à l'énergie.

La production d'énergie par la filière nucléaire est une aberration à tous points de vue, y compris la production de GES et le poids financier. Il est donc urgent de faire savoir que la population en est consciente, par exemple en participant à la manifestation prévue pour le 10 mars à Huy.

## LES VŒUX D'HENRI HOUBEN

### La police mondiale au bien-être nous demande de diffuser l'avis suivant :

« A disparu de son domicile, à savoir la planète terre, la dénommée Bonne et heureuse année.

Elle a été vue pour la dernière fois en 2007. Mais elle est connue pour plusieurs fugues auparavant : déjà fin 1973, puis entre 1979 et 1982, en 1991 et 1993, en 1997-1998, enfin en 2000-2001.

Lors de sa dernière apparition, elle n'était déjà pas en très grande forme. Des témoins lui reconnaissent certains troubles du comportement : grandement plongée dans les dettes, fort penchant au jeu et à la spéculation, préférence des activités financières au réel, inégalité de développement...

Néanmoins, les forces de police considèrent que la dénommée n'est pas très dangereuse. Elle subirait l'influence néfaste d'un individu jugé, lui, comme très dangereux : le capitalisme.

Tout personne qui aurait vu la dénommée ou qui aurait les moyens de la séparer de son compagnon est priée de se rendre auprès des organisations progressistes et militantes les plus proches. »

Samedi 1<sup>er</sup> décembre 2012

C'est **Jean-Pierre KERCKHOFS** qui nous présente le diaporama de Nico HIRTT, empêché, sur *Les politiques éducatives et la crise du capitalisme mondial*. Il rappelle d'abord le rôle de nouveaux acteurs dans le secteur, qui désormais conseillent et réglementent : l'OCDE (qui organise les enquêtes PISA n° 1993), l'Union européenne, avec sa Commission (dès Maastricht, 1992) et l'ERT (table ronde des industriels européens, lobby, très puissant, dès 1989), mais aussi l'OMC et la Banque mondiale, dont les recommandations sont du plus grand cynisme : les pays pauvres doivent laisser au privé l'enseignement en dehors du fondamental, il faut favoriser «la mobilité des cerveaux», c'est-à-dire aspirer les personnes formées des pays sous-développés vers les pays industrialisés. Un tableau reprend l'historique des changements dans le système éducatif et le contenu de l'enseignement en rapport avec les développements technologiques. Après la massification qui a suivi la seconde guerre, depuis une trentaine d'années, avec l'insistance sur les compétences de base, nous assistons à une polarisation des filières et une nouvelle augmentation des inégalités. La «crise» a quatre conséquences principales sur l'enseignement, certaines pouvant sembler mutuellement incompatibles :

1. freiner les dépenses publiques dans le secteur,
2. adapter aux besoins du marché du travail,
3. éducation comme secteur d'investissement et
4. éducation comme marché.

Après le repas de midi, il développe trois aspects du rapport entre école et marché :

1. L'éducation comme marchandise : les dépenses pour l'enseignement dans les pays de l'OCDE sont l'équivalent du marché mondial du secteur automobile. Belle perspective pour les investisseurs privés ! Dans les pays sous-développés, secondaire et supérieur sont quasi officiellement privatisés ; dans les pays développés, la privatisation

est limitée par les réactions des syndicats, elle est donc rampante : sous-traitance pour restauration, équipement, nettoyage, sécurité ; remplacements par des agences, parfois sous-traitance de la gestion administrative...

2. Stimulation des marchés pour aider à la consommation, essentiellement pour les nouvelles technologies : ordis et didacticiels, mais aussi publicité par des logos sur affiches, des concours sponsorisés, des petits déjeuners «offerts».
3. L'école au service des marchés et de la compétitivité. Il y a une polarisation des métiers (à nouveau autant d'emplois non qualifiés aujourd'hui qu'en 1982). L'approche par compétences favorise l'adaptabilité, mais fait perdre tout repère et favorise les inégalités. Le savoir n'aurait plus d'importance, or comment se faire une opinion sans avoir reçu une formation adéquate ? Enfin se déchaîne une véritable folie de l'évaluation qui met chacun en compétition avec tous.

En fin d'après-midi, **Jean-François BACHELET** nous parle de la situation de la transmission du savoir dans les universités, sous le titre «Savoir et argent». À quels savoirs s'agit-il d'accéder ? Pour transformer le monde dans quel sens ? L'université dispose-t-elle des moyens matériels et institutionnels pour fournir l'outillage intellectuel et critique nécessaire à déconstruire le discours dominant ? Est-elle un ascenseur social ?

D'emblée, elle a été instituée pour légitimer une version officielle du savoir et l'ordre social dans lequel elle s'inscrit, en s'appuyant sur un modèle objectivant de la science qui remonte à Descartes et Newton. Or la science a toujours été opérationnelle. Von Humboldt lui-même était ministre de l'éducation du jeune État prussien.

Ceci dit, reconnaissons quand même que d'une part au Moyen Âge, elle a permis la transmission et la protection de savoirs qui contrariaient le pouvoir en place et qu'aujourd'hui, elle sert aussi, dans une large mesure, à protéger des méthodes expérimentales et scientifiques contre les lobbys et les affirmations style café du commerce. Mais nous voyons des structures publiques devenir privées (IBM) et la recherche de plus en plus commanditée par des intérêts extérieurs. L'idéologie du «management» envahit les services publics, y compris l'université qui s'organise en entreprise. Les étudiants deviennent des clients, qui doivent être courtisés et entourés de sollicitude.

Les technologies de l'information et de la communication sont de plus en plus présentes.

Par ailleurs, l'indifférenciation croissante à l'intérieur du supérieur pousse à former de plus en plus de docteurs, avec le risque de diplôme au rabais.

Il nous faut défendre une liberté académique responsable, dans la sécurité de l'emploi pour que l'université puisse jouer un rôle de contre-pouvoir.



Dessin Stiki

# « Nous n'avons plus les moyens d'entretenir nos riches » !

Compte-rendu Daniel Puissant

**P**ricewaterhouse Coopers (PwC), un bureau international d'expertise comptable et de conseil fiscal, calcule chaque année la date du Tax Freedom Day : le jour de l'année où le travailleur (ou l'entreprise) belge s'est acquitté de toutes ses obligations fiscales. L'idée sous-jacente est que ce n'est que le lendemain qu'il commence à travailler pour lui-même, introduisant déjà une distinction artificielle entre le fait de travailler pour l'Etat et le fait de travailler pour soi-même... PwC participe du discours ambiant qui dénonce les 'ponctions fiscales' et s'indigne à l'envi du poids de la fiscalité dans notre petite Belgique : « Au cours des trois dernières décennies, la pression fiscale s'est toujours située entre 40 % et 45 % de notre PIB. Mais nous n'avions encore jamais franchi la limite symbolique des 45 %, ce qui est le cas cette année. Cette augmentation de la pression fiscale semble indiquer que les pouvoirs publics ont plutôt cherché de nouveaux revenus qu'une véritable réduction des dépenses. » Et de fait, pour les salariés et beaucoup de petits indépendants, notre royaume est bien un enfer fiscal. Mais rassurons-nous : la plupart des clients de PwC n'en font pas partie. Avec leurs portefeuilles bien garnis, ce qui les intéresse, c'est la plus forte accumulation possible de richesses privées, donc le moins d'impôts possible, ce qui équivaut à limiter les moyens financiers dont dispose l'Etat. Pourtant, ils en profitent comme les autres citoyens, des services organisés par l'Etat !

Si cette date 'libératoire' (dans cette perspective vicieuse) tombe cette année, pour le contribuable moyen, le 14 juin au lieu du 10 en 2011 et du 8 en 2009, PwC néglige de préciser que pour les gros possédants qui ont les moyens de se dérober à l'impôt, la « Tax freedom Day » se situe toujours bien dans les premiers jours de janvier et n'est compensée par aucune volonté de contribuer solidairement à la collectivité. Et il n'y a pas lieu d'en être fiers au moment où chaque citoyen se voit imposer des mesures d'austérité.

Cette date est l'occasion pour le RJF (Réseau pour la Justice Fiscale) et pour le FAN (Financieel Actie Network) de dévoiler une nouvelle fois la réalité sociale et fiscale belge et de plaider pour un impôt juste réparti sur l'ensemble de la population à la mesure de sa capacité de contribution : remplaçons le « Tax Freedom Day » par le « Tax Justice Day ».

## Des faits...

La Belgique reste un paradis fiscal pour les revenus mobiliers et immobiliers et un enfer fiscal pour les revenus du travail ; les grosses fortunes continuent à croître, en toute tranquillité. Les sociétés quant à elles, sont logées à des enseignes très différentes : certaines paient le taux effectif prévu d'impôt (33,99%), d'autres paient peu, voire pas du tout d'impôt, mais dégagent des bénéfices plantureux, exemptés grâce aux multiples astuces légales, sans pour autant être tenues de créer des emplois ou de faire des investissements...

## ... et des chiffres :

- La fortune moyenne du 1% de Belges les plus riches est estimée à 7.545.870 euros.
- Les 10% de Belges les plus riches possèdent à eux seuls la moitié de la richesse belge totale.
- Les 10 familles les plus riches de Belgique possèdent ensemble 42

milliards d'euros.

- Les familles de Spoelberch, de Mevius et Vandamme, principaux actionnaires d'AB InBev et détentrices de la plus grosse fortune de notre pays, possèdent un patrimoine financier de 25,6 milliards d'euros, soit l'équivalent du budget de l'assurance maladie en 2012.

Dans le même temps,

- 15 % de la population belge vit au-dessous du seuil de pauvreté
- le gouvernement réduit la durée et le montant des allocations de chômage, accreditant la thèse que le chômage serait un choix
- la couverture de l'assurance maladie se réduit insidieusement : les riches ne le sentent pas mais les pauvres doivent de plus en plus souvent renoncer à se soigner.

## Faire des choix...

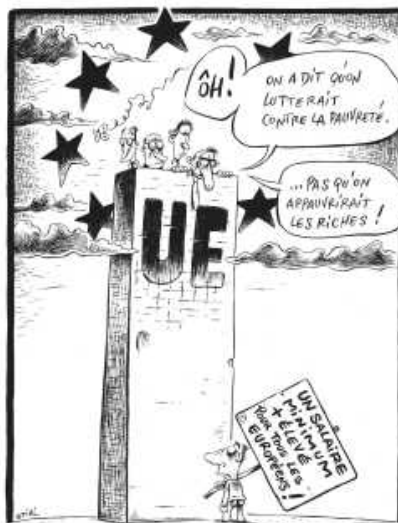
Un montant d'1,2 milliard d'euros est nécessaire pour élever au-dessus du seuil de pauvreté le montant des allocations accordées aux pensionnés, sans-emplois, invalides, allocataires sociaux. C'est à peine 3% de la fortune personnelle de Bernard Arnault, ce riche homme d'affaires français domicilié à Uccle. Partout en Europe, les gouvernements mettent à mal notre modèle social : selon Eurostat, 115 millions d'Européens sont sous la menace de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

En se montrant peu enclin à taxer plus justement les riches et les bénéfices réalisés par les entreprises, notre gouvernement ne fait pas figure d'exception.

Or, personne, pas même les riches, ne peut se passer d'un Etat qui organise les fonctions collectives ! Même les enfants de privilégiés bénéficient d'un enseignement de qualité et gratuit ou de bons soins médicaux. Leurs parents et grands-parents ont besoin de soins, visitent nos musées, utilisent nos voiries publiques pour leur usage personnel ou pour réaliser les bénéfices sur lesquels ils ne paieront pas ou peu d'impôts.

Des solutions...

Par sens de l'équité, 80% des Belges réclament l'introduction d'un im-



## « Nous n'avons plus les moyens d'entretenir nos riches » !

.../... pôt sur la fortune.

Les Belges veulent que le gouvernement aille chercher les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de l'Etat en premier lieu auprès de ceux qui ont beaucoup d'argent. Quoi de plus logique puisqu'en Belgique les richesses sont réparties de façon très inégale.

Une politique équitable prend soin de tous et fait contribuer chacun à proportion de ses moyens. Une politique équitable comprendrait un impôt sur la fortune progressif. Les multimillionnaires comme Arnault

seraient taxés à 1% sur la partie de leurs avoirs financiers supérieure à 1 million d'euros, à 2% sur la partie supérieure à 2 millions d'euros et à 3% sur la partie supérieure à 3 millions d'euros.

En excluant l'habitation familiale à concurrence de 500.000 euros, ce tout petit impôt sur la fortune rapporterait à l'Etat presque 8 milliards d'euros. Assez pour augmenter le montant des allocations et pour éviter des restrictions dans des secteurs cruciaux comme le logement social, la sécurité sociale et l'enseignement.

En Belgique, le secret bancaire n'est toujours pas levé complètement. Il n'y a ni cadastre des fortunes, ni impôt sur la fortune, ni réelle taxation des plus-values. Si de telles mesures existaient, le gouvernement aurait assez d'argent pour payer la crise que les banques ont provoquée.

À ceux qui fuient l'impôt, l'écrivain américain Olivier Wendell Holmes adressait cette réponse : « Lorsque je paie l'impôt, j'achète la civilisation ».

## « NOURRIR L'HUMANITÉ C'EST UN MÉTIER »

### Rencontre avec un jeune acteur engagé

Charles Culot et Valérie Vandersmissen

Il a 22 ans et sort à peine des études où, avec trois camarades, il crée la compagnie *Art&ça*, qui veut consacrer son artisanat à comprendre, analyser, critiquer, questionner son époque et communiquer ses réflexions dans ses créations... Sa jeunesse ne l'empêche pas de poser un regard sans complaisance sur notre monde ultralibéral et les conséquences de l'agro-business. Avec une furieuse envie de faire réfléchir autrement. Il nous a présenté ce 15 décembre sa pièce de théâtre-documentaire « Nourrir l'Humanité c'est un métier » au Centre liégeois du Beau-Mur. Ce spectacle est pour l'instant en étape de création, la version définitive arrivera fin mai 2013.

Entretien avec Charles Culot, acteur de sa vie, de son art et du monde.

Valérie Vandersmissen

Le travail de fin d'étude de l'école supérieure d'acteurs de Liège (ESACT) impose aux étudiants un exercice appelé carte blanche dont le but est de présenter un projet qui leur semble nécessaire et vital aujourd'hui. Fils d'agriculteur, conscient du malaise dans les campagnes, c'est pour Charles Culot une évidence : C'est là que je dois aller !

Il est nécessaire de parler de ça. Je vois bien ce qui se passe : il y en a qui ferment, qui sont dans les dettes, d'autres qui se suicident... Aujourd'hui en Belgique, 40 fermes disparaissent chaque semaine. La méconnaissance du monde agricole et l'ignorance des problèmes auxquels doivent faire face les agriculteurs permettent leur disparition sans que nous nous en rendions compte.

Avec Valérie Gimenez, il part en Ardennes à la rencontre des agriculteurs. Ils sont reçus autour de la table de la cuisine pour discuter des réalités d'un monde agricole pris dans un profond malaise. La dérégulation des marchés les pousse à toujours plus de rentabilité et de productivité. Les petites fermes se retrouvent contraintes d'investir (et souvent de s'endetter) pour répondre à des normes économiques, administratives et d'hygiène toujours plus strictes. Ils se voient donc obligés de s'industrialiser ou d'abandonner un métier qu'ils aiment. Ici aussi nous voyons à l'œuvre ces mécanismes absurdes qui évincent ceux-là même qui pourraient produire à petite échelle et de façon soutenable la nourriture saine qui est la base même de la vie. Pour les jeunes acteurs, la nécessité d'entendre cette parole est criante!

Avec une caméra et un bloc-notes, ils enregistrent non seulement les paroles mais aussi l'indicible, l'émotion, le ressenti au contact de l'autre. S'en suit un travail de réécriture, de montage, de choix de ce qu'ils veulent montrer et interpréter. Le processus de création se poursuit en Ardennes également, pour rester proche du terrain, proche de ces gens. Là, ils fabriquent intégralement le spectacle : lumières, décors, mise en scène, jeu d'acteur.

Le résultat mêle témoignages filmés des agriculteurs, interprétation et interpellation. Au-delà du simple constat, les acteurs interrogent, proposent et réfléchissent avec le public.

Je fais un théâtre à but social. Tu prends leur parole, tu lui donnes ta voix et tu la défends en tant que jeune d'aujourd'hui. Ce ne doit pas nécessairement être ennuyeux. Ça peut aussi être drôle, joyeux, émouvant. Bref, quelque chose de fort et de fidèle à la vie.

#### **Théâtre documentaire**

Je fais du théâtre documentaire: documentaire parce qu'on est allé dans la réalité, on a interrogé, on s'est questionné, on s'est documenté. C'est aussi du théâtre : il y a deux acteurs, sur une scène, face à un public, avec des émotions entre

## « NOURRIR L'HUMANITÉ C'EST UN MÉTIER »

### Rencontre avec un jeune acteur engagé.

les deux. Tout est mis en scène, il y a un travail sur l'imitation, sur le silence, sur la place de l'acteur... Il y a aussi un travail sur nous en tant que citoyen : on offre une réflexion qui est la nôtre, en tant que jeunes d'aujourd'hui, de Liège, avec le monde qui nous entoure, nous en tant qu'acteurs dans la société pour refléter le monde, nous en tant qu'artistes : qu'est-ce qu'on choisit de montrer du monde et comment le montrer dans un univers de spectacularisation extrême.

Je pars d'une rencontre pour (faire) partager et apprendre à aller vers les autres, contre le repli sur soi. La pièce est un chemin pour aller vers les agriculteurs, un chemin partagé avec le public.

C'est aussi un théâtre documentaire sur nous-mêmes, notre réflexion, nos pensées, nos émotions, notre chemin, nos efforts. Les gens viennent voir deux jeunes qui tentent un geste d'amour pour aller au plus près de ce qu'ils ont vécu avec les agriculteurs. C'est pour nous une grosse source d'espoir, un challenge que d'arriver à transmettre ça !

**« Quand tu ouvres les yeux, après, tu ne peux plus les refermer »**

Au début de mes études, je ne voulais pas spécialement parler de quelque chose, je voulais juste être reconnu. Aujourd'hui, j'ai un rapport d'indignation au monde. J'ai envie de décrypter le monde, les médias, de regarder les faits. Beaucoup de jeunes en mal de changement vivent aujourd'hui sans utiliser le savoir du passé. Ils n'ont pas toujours une vision du monde d'avant, ni de ce qu'il est possible de faire en luttant ensemble. Je suis convaincu que c'est par notre éducation collective que les choses pourront bouger.

J'entends des gens dire « c'est ainsi, c'est la mondialisation ». Ça me choque ! Avec la fougue de mon âge, j'ai l'espoir qu'il est possible de comprendre les choses autrement. Or les explications se trouvent souvent dans des domaines a priori pas sympas comme la politique ou

l'économie. Mais tout est explicable et il est possible d'agir, mais pour cela il faut apprendre et comprendre. La perte des acquis sociaux n'est pas inéluctable.

Il faut se servir de l'histoire pour interroger le présent. Mais le passé n'est pas enseigné à l'école. On n'a pas de cours sur les luttes ouvrières par exemple, c'est pourtant grâce à ces luttes que nous avons notre sécurité sociale actuelle. On nous parle des résultats mais pas des processus. Par exemple, on connaît la date du droit de vote des femmes en Belgique mais on ne sait pas que ce droit a été conquis par des luttes, des grèves... C'est d'ailleurs un des thèmes présents dans une des futures productions de la compagnie Art & ça : Grève 60 « Ce n'est pas parce qu'on n'a plus de Beurre qu'on en a oublié le goût », première à Liège ce 27 septembre 2013. Le monde ne favorise pas la convergence des expériences entre ouvriers et paysans. Or par ce spectacle, nous voulons rapprocher : c'est ainsi que j'ai invité Nico Cué (FGTB Métal) et Philippe Duvivier (syndicat agricole FUGEA) à venir voir la pièce ensemble. Peut-être le début d'une lutte commune ?

On voit bien que la lutte est plus large, qu'il y a des points communs très forts entre les agriculteurs et les ouvriers de Ford Genk : le même système les accable.

Dans la pièce, nous n'abordons pas les choses par la théorie, nous tentons d'être dans le concret des paysans, c'est ainsi que le public peut faire le rapprochement avec la politique de l'ultra libéralisme et de l'ouverture des marchés. Après, on comprend que le système, c'est se faire un maximum d'argent, peu importe le moyen. C'est bien la politique européenne en vigueur aujourd'hui. Mais attention, nous ne parlons pas d'un « grand complot qui organise tout » !

Le spectacle traite d'une situation précise : de l'histoire de couples d'agriculteurs qui travaillent dur pour faire un métier qu'ils aiment et qui, un jour, se retrouvent la corde au cou.

S'inspirer de la tradition ancienne

de la lutte sociale par l'art

On a présenté la pièce au Beau-Mur parce que c'est pour nous un lieu chargé d'histoire et de sens. Nous voulions aussi rencontrer un autre public que celui qui va au théâtre. Le théâtre, c'est la réunion, c'est apprendre et vivre des choses. La culture a un rôle énorme à jouer. Celui que les médias traditionnels ne jouent plus, les artistes doivent le prendre. Sinon qui le fera ?

J'ai beaucoup d'énergie pour changer les choses, changer le monde. Je me pose souvent la question : comment parler aux gens pour que le monde change ? Si on leur dit « Il faut », ils se rétractent. Alors que quand tu exposes ce que tu as vu, vécu, entendu, ils peuvent écouter sans se sentir agressés. Dans le théâtre de Brecht par exemple, il arrive à faire comprendre les mécanismes du monde avec quelques figures emblématiques. Je m'inspire d'une tradition ancienne de lutte par l'art. Si ce spectacle peut être la genèse d'un rassemblement autour de luttes communes, quelle victoire !

Les agriculteurs sont touchés et contents de ce qu'ils voient. Pour l'instant, il y a beaucoup de films sur les agriculteurs mais selon eux, ils ne sont pas toujours représentatifs de leur réalité, soit parce qu'ils s'intéressent à de très gros producteurs (agro-industrie) ou de très petits (assez marginaux). Avec « Nourrir l'Humanité c'est un métier », l'objectif était de dresser un état général de la situation du monde agricole ici et donc en Europe. En tant qu'artiste, je ne me veux pas accoucheur de vérités. Ce n'est pas moi qui la détiens mais eux. Je reste à ma place et non pas sur un piédestal. Je suis juste le messager des problèmes et des réponses qu'apportent les agriculteurs, et j'y ajoute ma réflexion.

Une autre partie du public découvre des réalités dont il ne se rendait souvent pas compte. Il y a un écart très important entre « les gens » en général et le monde agricole. Il faudrait sans doute davantage montrer la complexité, mais là pour beaucoup de spectateurs, c'est.../...



## « NOURRIR L'HUMANITÉ C'EST UN MÉTIER »

### Rencontre avec un jeune acteur engagé.

.../... déjà très dense. Il faut rester vigilant en tant qu'artiste si on veut faire passer le message. Si on veut parler de tout : des OGM, du commerce des semences, du rôle du FMI, de la Banque mondiale, des problématiques « Sud »,... le spectacle peut durer sept heures ! C'est un défi et ça pose la question du public. Pour moi, j'aimerais m'adresser aux gens de la ville et de la campagne, mais aussi aux jeunes, aux autres travailleurs qui n'ont pas ou peu de connaissance sur le sujet et n'ont pas conscience de la tragédie qui se déroule dans

nos campagnes et qui nous concerne tous. Je m'adresse aux consommateurs en général car il y a également un combat individuel à mener : changer son alimentation, ce n'est pas simple. Et il faut y ajouter une réelle dimension politique et collective : par exemple dans la PAC (Politique Agricole Commune), tout est fait pour que les règlements soient tellement complexes que tu n'arrives pas à tout comprendre alors que c'est ta vie qui est en jeu.

En parlant d'ici, du rapport direct entre les gens et leur environne-

ment proche, j'espère toucher les gens et les titiller là où ils sont.

Écritures et interprétations : Charles Culot et Valérie Gimenez  
L'œil : Alexis Garcia

#### Prochaines représentations :

7 et 8 février 2013 – 20h15

Salle B16 – Saint Luc

Dans le cadre du Festival de Liège

Contact et infos :

[www.artetca.com](http://www.artetca.com)

[artetsa@gmail.com](mailto:artetsa@gmail.com)

## DICTATURE DES MARCHÉS CONTRE DÉMOCRATIE ?

### Démocratie locale ou fédérale ? économique ou sociale ? directe ou participative ?

Rejoignez notre groupe de réflexion les lundi 18 février et 18 mars prochain, ou, si vous ne pouvez vous libérer le lundi soir, téléchargez nos rapports et documents de référence sur le site de Attac Liège et faites-nous part de vos avis par e-mail ou sur le groupe ATTAC-Liège sur Facebook.

#### Pourquoi ?

Pour comprendre, agir et faire pencher la balance du bon côté.

Nous constatons les inégalités croissantes et le choc des cultures qui nourrissent le rejet, parfois la haine de l'autre, ouvrant la porte à des idées et des pratiques fascinantes, comme chez Meister à Sprimont, ou avec la rupture du « cordon sanitaire » à Denderleuw. Nous voulons donc comprendre pour pouvoir agir efficacement et protéger notre démocratie, et la liberté, l'égalité de tous les citoyens et la justice sociale qui l'accompagne.

Nous percevons que nous sommes à une période de changement de régime, que la mondialisation, l'Union européenne, les Multinationales mettent sous pression notre régime démocratique aussi bien au niveau local, régional et fédéral,

que dans les domaines économiques ou sociaux.

Comment? Par des séminaires de 3 heures : de 19h30 à 22h30 et la réalisation d'un cahier de prise de notes collectif et présentation de synthèse, à chaque séminaire, afin de mettre en commun nos connaissances et apprentissages respectifs. Nous avons déjà eu 4 séances sur : les élections communales, le concept de démocratie, la démocratie dans les syndicats et leur rôle dans la démocratie, avec Jean Faniel du CRISP; et enfin la démocratie économique et sociale, en Belgique,... et son avenir en Europe?

Le 18 février, après une synthèse de la dernière séance, Englebert Renier abordera la Démocratie en Europe : fédéralisme versus corporatisme. Il traitera entre autres les trois questions suivantes :

le marché = la démocratie ?,

les États sont-ils à même de survivre dans un système international ET les démocraties sont-elles à même de survivre dans un monde qui n'est pas démocratique ?

comment sauver l'État démocratique, par le haut, le fédéralisme ou au contraire en réanimant la démocratie dans chaque État et en construisant un système confédéral.

Par la suite, nous voudrions encore traiter les sujets suivants :

La presse, internet et le processus démocratique

la démocratie participative y compris le budget participatif et la démocratie directe ;

la démocratie dans les ASBL et associations de faits, mutuelles et coopératives ;

femmes et démocratie

la démocratie par la pratique et l'action.

N'hésitez pas à nous rejoindre à l'impromptu ou en vous annonçant par mail [info@liege.attac.be](mailto:info@liege.attac.be).

Objectif: permettre à chacun de mieux comprendre notre société et ses contradictions, au travers d'un processus d'apprentissage collectif, le plus démocratique possible.

#### Références:

C. CASTORIADIS, *Essai de démocratie directe* (1)

J. FANIEL et K. VANDAELE, *Implantation syndicale et taux de syndicalisation*, CRISP, 2000, 2010.

M. BARTOLOMI, *Le contrôle de l'entreprise par ses travailleurs ou le contrôle ouvrier au service de la démocratie* (2002)

G. DEBUNNE, *Les syndicats et l'Europe* (1987)

ETUC, *Worker Representation Systems in the E.U. and the Accession countries* (2004)(2)

1. [http://www.la-bas.org/article.php?id\\_article=2529](http://www.la-bas.org/article.php?id_article=2529)

2. <http://www.sda-asbl.org/testiPdf/English.pdf>

# C'EST PLUS GRAVE QUE CE QU'ON VOUS DIT...

Rémi Canfin

Mais on peut s'en sortir ! - 15 solutions contre la crise économique à appliquer d'urgence,  
Pierre LARROUTOUROU  
Nova Édition, 2012

L'auteur dresse une série de constats stupéfiants qui sont autant de situations qui engendrent la crise et autant de difficultés insurmontables pour y remédier. Ces constats l'amènent à des propositions concrètes de solutions.

Les États s'endettent sur les Marchés ? Et paient des taux 600 à 800 fois supérieurs à ceux qu'ils consentent à certaines banques privées pour éviter leur banqueroute ? La « Banque centrale européenne » n'est pas autorisée par les Traités à prêter aux États membres ? - Et bien la « Banque centrale européenne » DOIT prêter à 0,01 % à la Banque européenne d'Investissement (BEI) et aux banques publiques nationales comme les Traités l'y autorisent. Il suffit qu'elle en prenne elle-même la décision !

Stupéfiant : le taux d'imposition moyen sur les bénéfices des entreprises n'est que de 25 % en Europe (Irlande 12 %), contre 40 % aux USA ! Et bien, l'Europe (à l'instar des Américains) DOIT créer un impôt communautaire sur les bénéfices des entreprises pour éradiquer le dumping fiscal entre États voisins.

En outre, le temps est venu pour l'Europe d'oser une vraie révolution fiscale, comme Roosevelt le fit dans les années « trente » aux USA au moment de la Grande Crise en portant le taux supérieur de l'impôt de 25 % à plus de 70 % !

Les paradis fiscaux ? Une lutte radicale passe par le boycottage des entreprises ayant des filiales en paradis fiscaux : obligation de transparence des comptes des entreprises, activité par activité, pays par pays, déclaration des filiales en paradis fiscaux ...

Certains États ont en telle ou telle matière, de bonnes pratiques « sociales » ? Généralisons-les à l'Europe entière !

Ainsi, la lutte « allemande » contre les licenciements (au moyen du « Kurzarbeit ») : les entreprises allemandes baissent le temps de travail plutôt que de licencier; le salaire baisse mais l'État maintient le reve-

nu (en 2011, un million et demi de travailleurs allemands concernés). Tout pris en compte, cela revient moins cher que le chômage supplémentaire correspondant !

Aussi, la solution « danoise » de sécurisation des chômeurs ... (conservation de 90 % des revenus pendant 4 ans, dès lors qu'ils sont bien en recherche d'emploi, ou en formation)

Aussi, la réintroduction de la séparation des banques de dépôts d'épargne et des banques d'affaires, comme la Grande-Bretagne vient d'en décider le principe, malheureusement reportée en 2019 suite au lobbying bancaire ! (Roosevelt, en 1933, l'avait mise en pratique en quelques semaines !!). Avec une telle séparation, les Banques d'affaires, mécaniquement, sont amenées à prendre des risques plus faibles. Et elles accueillent mieux, dès lors, les PME (actuellement en mal de financements) pour leurs financements de nouveaux projets de développement...

Aussi, l'investissement massif dans le logement, à la méthode néerlandaise : le Fonds de Réserve des Retraites, créé par les partenaires sociaux, a fait la plupart de ses investissements dans la construction de logements sociaux, plutôt que dans des actions sur les marchés financiers. Résultats : 50 % des logements sociaux en coopératives « syndicales », mixité sociale, espaces plus grands, loyers plus faibles.

Aussi, les bonnes pratiques « sociales » mises en place en 1944, non respectées par exemple par la Chine : Pour preuve, 22 conventions sociales signées par la Chine auprès de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), condition de son entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ne sont pas respectées : l'Europe et les USA devraient évoquer des mesures protectionnistes immédiates au sein de l'OMC ; l'Europe est le 1er client de la Chine et a donc une vraie capacité de négociation. Alors, pourquoi accepter la situation actuelle ... ???

Quant au partage du travail, source

de tant de polémiques, il existe de fait dans tous les pays (USA, 33,7h - Allemagne « Kurzarbeit », chômeurs non compris, 30,3 h - Pays-Bas, 31,4 h - etc.) : on produit plus avec moins de travail, grâce à la multiplication des ordinateurs et des robots (productivité multipliée par 5). L'auteur propose d'en débattre, sans tabou, à la manière des Pays-Bas avec ses « accords de Waasener » de 1982 qui ont divisé par 2 le coût total du « chômage + invalidité » à l'issue d'une négociation globale tripartite -syndicats, patrons, État - sur les salaires, temps de travail, formation, retraites, et la fiscalité.

De la même façon, il est impératif de débattre des rémunérations et des inégalités maximales de revenus que l'on peut accepter : aujourd'hui, elles s'étendent de 1 à 400 fois le SMIC (!!!), contre 1 à 20 x SMIC durant des décennies ! (SMIC = salaire minimum interprofessionnel de croissance = ex-SMIG)

Du point de vue politique, l'Europe avec son système actuel intergouvernemental est paralysée ? (unanimité des 27 requise sous peine de mettre l'un ou l'autre chef d'État en minorité et d'humilier ainsi tout son pays ?) - Et bien, développons un système parlementaire (cfr proposition de Joschka Fischer - Allemagne, droite-gauche confondues) qui permettrait enfin une Europe démocratique ! Cette proposition est notamment repoussée depuis 20 ans par « l'élite française » ... L'auteur (français) conclut : « Présentez-leur nos excuses, exposons nos idées et mettons-nous ensemble au travail avec tous les peuples qui voudraient réellement d'une Europe démocratique » !

L'auteur souligne, dans la foulée, la nécessité d'une crise clarificatrice avec les Anglais...

Et pour commencer, l'incontournable négociation future d'un vrai traité de l'Europe sociale qui ne permettrait plus de dumping social entre États européens...

Et le dérèglement climatique ? - Plus rapide que prévu ! Agir vite : réduire notre consommation

d'énergie : isoler tous les biens immobiliers, développer les énergies renouvelables, décider un vaste plan européen ! Cela créerait des millions d'emplois. Comment financer ? La Banque Centrale Euro-

péenne doit amorcer la pompe en mettant à disposition de la B.E.I (Banque Européenne d'Investissement) les montants nécessaires, à des taux proches de 0 %. Les économies d'énergie immédiates permet-

tront les remboursements rapides de ces prêts.

Les 15 propositions sont exposées dans un document de 7 pages sur le site d'Attac-Liège

## L'INDEXATION AUTOMATIQUE DES SALAIRES, OBSOLETE ?

Éric Nemes (économiste)

Les personnes qui disent ou écrivent cela connaissent-elles bien le mécanisme ?

D'abord il faut distinguer l'index qui est un mot belge pour indice des prix à la consommation, et le mécanisme de liaison des salaires et allocations à cet indice.

L'index est un thermomètre calculé dans la plupart des économies ; il mesure les variations des prix des biens et des services consommés dans une économie donnée.

Ce thermomètre mesure l'inflation, donc l'augmentation des prix qui est liée à une dépréciation de la monnaie et non à une augmentation de la valeur des biens. Autrement dit, l'index mesure la perte de pouvoir d'achat subie par les ménages suite à l'inflation. En cas de déflation ou de diminution généralisée des prix, ce que nous risquons malheureusement de connaître si les politiques d'austérité se poursuivent, l'index mesurera cette diminution qui correspond à une augmentation automatique du pouvoir d'achat des consommateurs.

Notons que l'indice « santé » est déjà un thermomètre altéré de la réalité puisqu'on en a retiré les prix de certains biens comme les alcools, l'essence et le diesel.

Le mécanisme de liaison « automatique » des salaires et allocations sociales est un mécanisme qui est loin d'être automatique et qui est assez subtil.

En effet, en ce qui concerne les salaires du privé, chaque commission paritaire a défini un mécanisme d'indexation qui lui est propre. Cela signifie que les syndicats et les patrons du secteur ont librement négocié un mécanisme qui leur convient soit en % soit après un certain temps, selon les

réalités de leur secteur. Notons qu'en cas de déflation, si les prix de vente diminuent, automatiquement les salaires diminuent. Et dans ce cas, les interlocuteurs sociaux négocient et décident ou non de suspendre le mécanisme.

En outre l'indexation automatique est un garant de paix sociale. En effet, les interlocuteurs sociaux n'ont pas besoin d'aller négocier parce que la monnaie se déprécie, ils doivent seulement aller négocier les gains ou les pertes de productivité réelle de leur secteur.

On peut comparer l'index à un thermostat. Automatiquement quand la température augmente trop, le chauffage se coupe, et lorsque la température diminue, le chauffage se remet en marche.

Enfin lors de la crise de 2009, en Belgique, grâce au mécanisme d'indexation, le ralentissement de l'économie a pu être postposé car le pouvoir d'achat a été soutenu par l'index, ce qui n'a pas été le cas

chez nos voisins : Allemagne, France, Pays-Bas.

**CONCLUSION :** l'indexation automatique est un mécanisme économique subtil qui garantit le pouvoir d'achat des travailleurs mais aussi un fonctionnement optimum de l'économie en limitant les conflits sociaux.

Ce mécanisme est donc obsolète pour ceux qui n'en connaissent pas la souplesse, n'ont pas confiance dans les patrons et les syndicats des secteurs, ou préfèrent la guerre sociale à la négociation ; bref, pour ceux qui préfèrent casser les thermostats et ouvrir et fermer les radiateurs.

Ce mécanisme économique subtil est dépassé pour les réactionnaires qui préfèrent casser les thermostats et ouvrir et fermer leurs radiateurs quand ils constatent qu'il fait trop froid.

Si le progrès est obsolète, alors oui l'indexation des salaires est obsolète.

### *Dexia, on remet le couvert*

Le 28 décembre 2012 a été publié un nouvel arrêté royal modifiant l'arrêté du 18 octobre 2011, celui contre lequel nous avons, avec le CADTM et ATTAC Bruxelles<sup>2</sup>, déposé une requête en annulation. Le texte du nouvel arrêté et de ses attendus est consultable sur le site du Moniteur belge (dans la recherche lui dire que la publication date de décembre et reprendre des mots du titres 'Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 octobre 2011 octroyant une garantie d'État à certains emprunts de Dexia SA et Dexia Crédit Local SA'). Plusieurs éléments ont changé : la somme garantie est un peu moins élevée (mais l'ordre de grandeur reste le même), le gouvernement n'est plus en affaires courantes, le Conseil d'État a été consulté, mais par ailleurs, le Parlement n'a pas été davantage consulté qu'en 2011 et nous restons dans le cas de figure de l'aléa moral puisque 'La garantie est payable à première demande, ou selon d'autres modalités déterminées par le Ministre des Finances'.

Bref, cette fois de concert avec des députés ECOLO, nous déposons une nouvelle requête contre cet arrêté pour les risques qu'il fait courir à notre démocratie et à notre économie.

# L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

[www.local.attac.org/liege](http://www.local.attac.org/liege)



## Samedi 9 février 2013, de 10h à 13h

« Regard sur les finances publiques belges. Analyse du déficit. L'impôt en Belgique. » Rencontre avec Marco Van Hees, Journaliste et fonctionnaire au SPF Finances (auteur notamment de *Didier Reynders. L'homme qui parle à l'oreille des riches*, 2007, *Le Frankenstein Fiscal du Docteur Reynders. Tout ce que vous n'auriez jamais dû savoir sur les intérêts notionnels*, 2008, *Banques qui pillent, banques qui pleurent. Enquête sur les profits et crises des banques belges*, 2010)

Seraing - Salle Leonardo da Vinci - 86 rue Cockerill à 4100 Seraing

## Lundi 11 février, à 19h30\*

Séminaire animé par Vicky Goossens sur les organisations internationales.

« L'ONU et son impact sur nos politiques »

## Mercredi 13 février, à 19h00

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? » DEFIS-Vesdre, 10 rue Defays à Verviers

## Lundi 18 février 2013 à 19h30\*

Séminaire Démocratie contre dictature des marchés « La démocratie en Europe : Fédéralisme versus corporatisme ». Englebert Renier abordera trois questions principales :

- le marché et la démocratie ?
- les États sont-ils à même de survivre dans un système international ? Les démocraties sont-elles à même de survivre dans un monde qui n'est pas démocratique ?
- comment sauver l'État démocratique : par le fédéralisme, le confédéralisme, ... ?

## Jeudi 21 février 2013, de 19h30 à 21h30

ABCDaire d'Économie politique, sociale et environnementale

Thématique : « Le tout à la finance ou le nerf de la guerre sociale »

Quels changements sont intervenus ?

La libéralisation financière.

Le rôle des banques, de la Banque centrale et de la Banque centrale européenne (BCE).

Le rôle du Fonds monétaire international (FMI) et de la banque mondiale.

Le rôle des fonds de pension et autres, bourses, agences de notation.

La crise de 2007 et ... celle de demain ?

Les alternatives

Local du MOC, 6 avenue Albert 1er, Huy

## Lundi 11 mars, à 19h30\*

Séminaire animé par Vicky Goossens sur les organisations internationales.

« L'ONU et son impact sur nos politiques »

## Lundi 18 mars 2013 à 19h30\*

Séminaire Démocratie contre dictature des marchés

## Jeudi 21 mars 2013, de 19h30 à 21h30

ABCDaire d'Économie politique, sociale et environnementale

Local du MOC, 6 avenue Albert 1er, Huy

## Mercredi 17 avril 2013, 19 h.

Assemblée générale statutaire des membres effectifs

## Mercredi 17 avril 2013, 19 h30

Assemblée générale statutaire commune : approbation de la liste des membres effectifs, élection des membres du Groupe de coordination, ap-

probation des comptes et du budget prévisionnel, bilan des activités passées, le point sur nos actions (avec Renaud Vivien, du CADTM) et Franco Carminati (d'ATTAC Bruxelles2, pour le lien avec l'international)

## Jeudi 18 avril de 19h30 à 21h30

ABCDaire d'Économie politique, sociale et environnementale

(Le portefeuille de l'État et ses choix d'austérité : qui paie ? pour qui ? pour quoi ? Budget et comptes de l'État en 2012, chiffres des différents impôts et de la sécurité sociale, transfert des dettes privées sur la dette publique)

Local du MOC, 6 avenue Albert 1er, Huy

\* Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grievnée

## L'AUTRE AGENDA

### Vendredi 8 février 2013, 19:30

Conférence du GRAPPE sur la « Production d'énergie : le potentiel d'autonomie locale »

Comment repenser notre indépendance énergétique dans un contexte de fin d'un pétrole bon marché et de la reconnaissance des risques du nucléaire ?

Le choix inéluctable d'un basculement de la politique énergétique vers une utilisation plus sobre et plus efficace de l'énergie et vers les énergies renouvelables est en train de s'imposer.

Ce choix ne peut-il pas se traduire par une plus grande maîtrise des citoyens sur leur paysage énergétique ? Ne peut-on pas repenser la production et l'utilisation à partir du local ?

Toutes les infos sur [www.grappebelgique.be](http://www.grappebelgique.be)  
Auditoire du CRIE, rue Fusch, 3 à 4000 Liège

### Dimanche 10 mars à 14 h.

Manifestation contre le nucléaire

de Huy à Tihange

Rassemblement sur la Grand Place de Huy

### Jeudi 14 mars

Manifestation CES / AlterSummit  
Bruxelles (à confirmer)

### Du mardi 26 au samedi 30 mars

Tunis

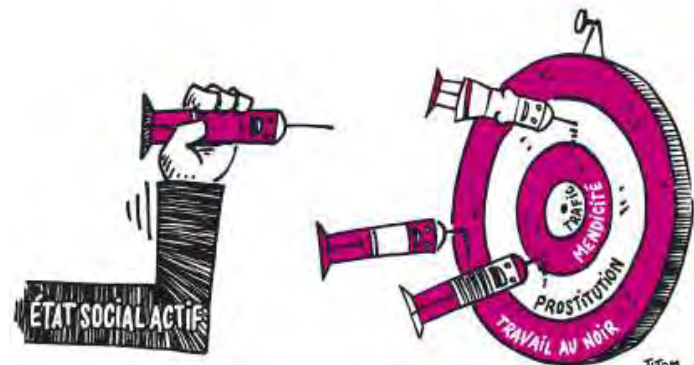
Forum social mondial

Voir <http://www.fsm2013.org/fr>

### Vendredi 7 et samedi 8 juin

Athènes

AlterSummit et assemblée ICAN



TITOM  
[www.titom.be](http://www.titom.be)

Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 be